



LA CULTURE AU CŒUR DU VILLAGE

La culture en milieu rural contribue à rapprocher les habitants, à développer le tourisme, à favoriser les mobilités, à promouvoir la qualité des territoires, à préserver le cadre de vie, à accroître l'attractivité et l'emploi local, etc. Pourtant, si elle semble être partout, la culture est nulle part à la fois, la faute à l'absence d'une réelle politique de la part de l'État à destination des territoires ruraux, trop souvent grimés comme des déserts culturels. Au contraire, de nombreux exemples témoignent tout au long de l'année du dynamisme culturel des campagnes grâce à l'implication croisée des élus, des acteurs culturels locaux et des habitants. Un changement de regard sur la ruralité s'impose, qu'évoqueront les maires ruraux rassemblés en Assemblée Générale à Najac le 6 avril prochain.

En affirmant le 31 janvier dernier lors de ses vœux aux professionnels de la culture que « *la réalité, c'est que les politiques culturelles se font partout en France, dans tous nos territoires. Elles doivent partir des territoires, et non être appliquées aux territoires. Vous le savez. Vous le voyez. Vous le vivez* », le ministre de la Culture, Franck Riester a reconnu à demi-mot l'échec du paradigme descendant de

l'État pour accompagner localement les collectivités qui œuvrent au développement culturel de leur territoire. Moins de politiques descendantes à partir des grandes institutions culturelles souvent localisées en ville, et plus de proximité culturelle en soutien aux acteurs locaux, voilà un message qui correspond au sentiment exprimé par les élus des communes rurales qui doivent trop souvent développer des trésors d'ingéniosité pour mener à bien leurs projets culturels.

Repenser la proximité culturelle

En martelant le 19 février à l'occasion du Conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel

(CCTDC) que « les politiques culturelles se construisaient et partaient des territoires », le ministre reconnaît qu'il est erroné de penser qu'il ne se passe rien dans les territoires ruraux et qu'au contraire les DRAC ont trop longtemps été absente de ce terrain-là. Souhaitant faire des « *DRAC les interlocuteurs privilégiés des élus locaux* » le ministère de la Culture semble enfin accéder aux revendications de nombreux acteurs de la ruralité pour qu'enfin les dispositifs concertés entre l'État et les collectivités soient adaptés aux réalités de terrain. Revendication conjointe de l'AMRF et de la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture

**UN CHANGEMENT DE REGARD
SUR LA RURALITÉ S'IMPOSE**

VOIR LE DYNAMISME DES COMMUNES RURALES SUPPOSE DE CHANGER DE LOGICIEL DE PENSÉE, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE À LA DIVERSITÉ DES FORMES DE L'ACTION CULTURELLE EN MILIEU RURAL

(FNCC) lors du CCTDC, la valorisation de l'expérimentation culturelle des collectivités locales qui ne cessent de prouver leur engagement dans l'invention comme dans le soutien financier doit être mieux reconnue, accompagnée et simplifiée afin de promouvoir la diversité artistique et culturelle sur tous les territoires, et notamment les espaces ruraux.



Lutter contre les fractures territoriales et changeant de regard sur la ruralité

Mais si la perspective d'inaugurer de nouvelles formes de contractualisation plus souples entre les collectivités et l'État, plus attentives aux richesses des territoires peut être saluée, les communes rurales n'ont pas attendu pour agir, et l'Assemblée générale de l'AMRF le 6 avril sera l'occasion de rendre compte des nombreuses initiatives menées localement. Mais comme d'habitude, voir le dynamisme des communes rurales suppose de changer de logiciel de pensée, en accordant une attention particulière à la diversité des formes de l'action culturelle en milieu rural. Moins sectoriel et plus transversal qu'en ville, le financement multi-partenariat des initiatives culturelles à la campagne en limite en effet souvent le recensement dans les bases de données officielles, focalisées sur les grands équipements culturels. Pourtant, à la croisée du développement local, du tourisme patrimonial, de l'éducation populaire, de l'associationnisme villageois, et de l'entrepreneuriat privé, le rural donne la preuve toute l'année qu'il est loin d'être un désert culturel.

C'est par exemple le cas avec le déploiement du Pass Culture (qui est entré en phase de test dans cinq départements nonobstant les problèmes de couverture 4G et les inégalités d'accès au service que cela engendre...) pour lequel l'AMRF a demandé qu'il ne soit pas un simple chèque pour aller consommer de la culture en ville, mais qu'il puisse permettre à chacun de recenser les activités culturelles disponibles en milieu rural pour permettre à de jeunes urbains de venir découvrir la richesse culturelle des campagnes. Car en matière culturelle aussi il apparaît urgent de lutter contre le centralisme ambiant, avec trop souvent des déclarations de bonnes intentions à destina-

tion des « petites » structures rurales sans pour autant reconnaître leur rôle structurant en termes de proximité (le rapport Orsenna sur les bibliothèques s'émerveillait par exemple de l'investissement des bénévoles dans le maintien et la vitalité des réseaux de lecture publique, sans pour autant proposer une once de financement complémentaire).

Valoriser la co-construction des projets culturels

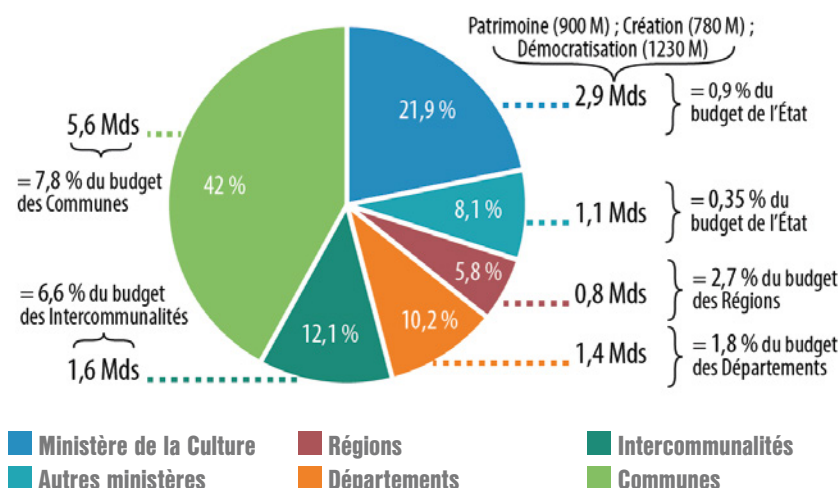
Sortir de la rigidité des financements actuels et valoriser la prise d'initiative des communes est un vœu pieu. Mais en attendant, malgré la fragilité des financements et l'absence chronique de visibilité quant à leur pérennité, les élus, les artistes, les associations et les habitants sont toujours plus nombreux à s'investir dans le développement culturel de leur territoire. La spécificité du milieu rural réside en effet dans les liens étroits noués entre les artistes, les acteurs locaux et le territoire, pour faire émerger des projets et trouver une façon de faire adaptée aux spécificités de la ruralité, là où l'action du ministère de la Culture reste très lacunaire. Autres lieux, autre esprit, les territoires ruraux cultivent une gamme de relations complémentaires entre acteurs de la culture qui est le moteur de la réussite des événements qui y sont organisés et qui sont plébiscités par un nombre croissant de spectateurs venus des villes voisines.

EN MATIÈRE CULTURELLE AUSSI IL APPARAÎT URGENT DE LUTTER CONTRE LE CENTRALISME AMBIANT

Éléments de cadrage

Le poids prépondérant des communes dans le financement de la Culture

À rebours des images d'Épinal sur le présumé rôle central de l'État en matière culturelle, les chiffres du financement de la culture montrent au contraire une très nette tendance à la territorialisation des politiques culturelles. La place occupée par les collectivités territoriales, et tout particulièrement les communes, dans le financement de la culture, en volume, mais de manière encore plus significative en part de leur budget, illustre leur rôle essentiel dans le dynamisme des territoires.



Sources : Deps, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017 ; Ministère des Finances et des comptes publics, 2017 ; Loi de finances initiale 2016.

Une action de l'État encore et toujours très centralisée

Si personne ne conteste le rôle central de la capitale dans le rayonnement culturel global du pays, la clé de répartition des financements de l'État en matière culturelle illustre une forme d'inégalité territoriale, puisqu'il investit au mieux 20 euros par habitant dans les régions hors Île-de-France, contre 140 euros par habitant en Île-de-France. En pourcentage ce retrait est important, puisque la part de financement assuré par l'État hors Île-de-France chute à 10 %, quand celui des départements est multiplié par deux et que celui des communes devient majoritaire.

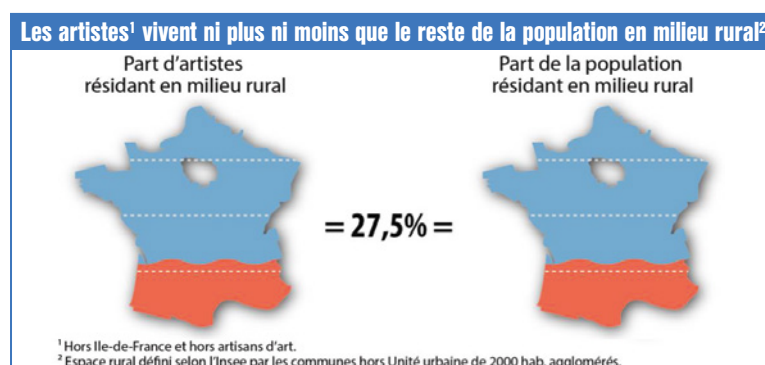
		France	Régions hors Île-de-France
État	-20	30 %	10 %
Régions	-1	6 %	5 %
Départements	+9	10 %	19 %
Intercommunalités	+2	12 %	14 %
Communes	+10	42 %	52 %

Sources : Deps, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017 ; Ministère des Finances et des comptes publics, 2017 ; Loi de finances initiale 2016.

De nombreux artistes implantés dans les campagnes

Ce surinvestissement dans la capitale et plus généralement dans les métropoles est souvent justifié par les principes de l'économie créative, selon laquelle le dynamisme culturel des villes permettrait d'attirer des artistes et des entrepreneurs de la culture. Or, les chiffres sont là encore têtus et témoignent que l'attractivité du rural ne se limite pas à sa fonction résidentielle : en effet, hors Île-de-France la part d'artistes vivant en milieu rural (communes de moins de 2000 habitants) est très

exactement la même que la part globale de la population (27,5%). Cette attractivité du rural pour les artistes ne se limite pas à la France. Aussi, le géographe et chercheur américain Richard Florida, grand instigateur mondial de la métropolisation des activités culturelles dans les années 1990, fait aujourd'hui son mea-culpa en affirmant que « les arts dans les zones rurales jouent un rôle clé en stimulant l'innovation, laquelle mène, en définitive, au développement économique et à l'amélioration du niveau de vie. Le mythe selon lequel les zones urbaines sont créatives et les zones rurales ne le sont pas n'est qu'un mythe ».



Auteur : Pierre-Marie Georges 2017 ; Source : Insee, Recensement de la population 2013

ENTRETIEN



CLAIRE DELFOSSE

Géographe, professeure des universités à l'Université Lumière Lyon 2. Elle a écrit de nombreux articles sur le rôle de la culture dans les espaces ruraux.

Quelle est la spécificité des espaces ruraux en matière de politiques culturelles par rapport aux zones urbaines ?

La principale différence est liée à la nature des acteurs. On y observe une moindre intervention du ministère de la Culture qui concentre ses lignes du financement dans les grandes structures culturelles et les grands événements localisés en ville, et dans son sillage, les régions qui ont une politique similaire. Si ce n'est sa politique pour la lecture et le patrimoine, le ministère travaille très peu avec les territoires ruraux. Pourtant, la rareté des équipements culturels en milieu rural masque le foisonnement culturel qui s'y développe et auquel participent d'autres acteurs. Certains sont bien identifiés, comme les départements, même si les stratégies sont très différentes d'un département à l'autre, d'autres moins connus comme le ministère de l'Agriculture, d'autres en perte de vitesse comme l'Europe avec son programme Leader qui était jusqu'à présent très orienté sur la culture et le patrimoine, etc. Mais ce qui caractérise surtout les politiques culturelles en milieu rural, c'est leur ancrage sur des lignes de développement local en appui des communes.

Justement, quel est le rôle des communes rurales dans le développement culturel de leur territoire ?

Ce sont clairement les communes qui financent le plus la culture. Mais en milieu rural, l'affaiblissement de leurs budgets limite aujourd'hui leur capacité d'action. De fait, si leurs intercommunalités mènent souvent des politiques en termes d'accès à des services de proximités culturelles (bibliothèques, écoles de musique, etc.), il y a aujourd'hui un déficit de soutien aux initiatives culturelles, notamment en termes de création artistique. Dans un contexte de manque de formation et d'absence d'ingénierie (très peu

**CE SONT LES COMMUNES QUI FINANCENT
LE PLUS LA CULTURE**

L'INNOVATION CULTURELLE N'EST PAS LE PRIVILÈGE DES MÉTROPOLES

de contrats de ruralité concernant par exemple la culture), tout repose sur le dynamisme des élus et leur capacité à travailler avec le milieu associatif et culturel local et à cultiver les coopérations avec les petites villes.

Vous insistez pourtant sur l'idée que l'espace rural n'est pas un désert culturel...

Oui, car ce qui est une faiblesse (le manque de financements) peut se révéler un atout en imposant aux acteurs de travailler ensemble. La coopération est clairement la marque de fabrique de la culture en milieu rural, que ce soit avec les villes de proximité, avec les acteurs du développement à différentes échelles (de l'Europe à l'EPCI) et surtout à travers des programmes transversaux, notamment avec les acteurs patrimoniaux qui peuvent apporter une part d'ingénierie aux projets culturels. Le ministère s'en rend bien compte aujourd'hui, avec dans certaines DRAC non plus des conseillers sectoriels, mais des « responsables territoires » qui s'organisent pour répondre aux nouvelles attentes des territoires.

Pourquoi la culture est-elle de plus en plus identifiée comme un levier important du développement des territoires ?

On parle aujourd'hui de « tourisme de territoire » pour évoquer les mutations de l'offre touristique qui s'appuie de plus en plus sur un ensemble d'animations et d'activités. Mais je pense qu'il ne faut pas réduire l'intérêt de la culture au tourisme comme le font beaucoup d'EPCI. Car la culture est aussi un enjeu très fort pour les habitants en termes de lien social et d'attractivité pour les jeunes couples qui décident de s'installer à la campagne pour créer leur activité. Certains élus ont d'ailleurs bien compris qu'il y a tout à gagner à ne pas limiter l'offre culturelle aux demandes d'éducation culturelle pour les plus jeunes, mais à s'adresser aussi aux jeunes adultes. Car au-delà de la seule attractivité de leur territoire en termes d'image, la culture est aussi un facteur d'emploi, avec des entrepreneurs, des TPE et des artistes qui représentent un nombre d'emplois non négligeable. Certes les évolutions sont contrastées d'un territoire à l'autre, mais l'innovation culturelle n'est pas le privilège des métropoles contrairement à ce qui est trop souvent affirmé.

La culture au cœur des territoires : les villages ne manquent pas d'initiatives



69 | CHAMBOST-LONGESSAIGNE

Initiative : Décoration de Noël du village par les habitants

Considérant que la culture, c'est aussi le vivre ensemble, la commune a mobilisé les habitants pour décorer le village pour les fêtes de fin d'année dans le respect du développement durable. Cette initiative répond à la protection de l'environnement par l'usage de matériaux de récupération, d'éléments naturels et sans avoir recours à l'électricité. Elle favorise le lien social intergénérationnel par l'organisation d'ateliers permettant la fabrication et l'installation. D'ailleurs, sur le plan économique, elle n'a pas accentué la dépense liée à la consommation d'électricité ni celle relative aux achats de nouvelles guirlandes.

Coût : environ 300 euros par an (peinture, papier, petits sapins)

Résultat : La décoration du village au moment des fêtes est saluée par de nombreux visiteurs qui viennent aussi découvrir une magnifique crèche mise en place dans l'église par des bénévoles.



06 | BEUIL

Initiative : Création d'une galerie d'art et d'un parcours des arts

L'image de la commune était cantonnée à celle d'une station de montagne principalement tournée vers les activités sportives et environnementales. Les élus ont souhaité montrer que le territoire ne se résumait pas à cela en amenant l'art au plus près des habitants. Le village se trouvant à plus de 80 km de la plus petite ville dans laquelle il y a un musée, la création de la galerie permet de proposer un premier niveau d'accès aux œuvres d'art.

Coût : 50 000 euros

Résultat : La salle ne désemplit pas durant la saison estivale et depuis 2018 également durant la saison hivernale avec de multiples expositions. La salle est gratuitement mise à disposition des artistes qui se chargent de l'ouvrir au public. Des ventes se font. C'est en moyenne environ 150 visiteurs par semaine avec des artistes variés : peinture, sculpture, photos...avec des pics à 800 visiteurs par semaine pour un village de 517 habitants.



70 | LAVONCOURT



Initiative : Le Rendez-vous

Le Rendez-vous musique classique s'attache depuis sept ans à démocratiser l'accès à la culture en milieu rural par des concerts accessibles et de qualité. Des musiciens reconnus se déplacent de village en village pour aller à la rencontre du public et le familiariser à l'univers classique. Le format est particulier : chaque concert est ponctué d'interventions de l'artiste auprès des spectateurs. Un pot de l'amitié est ensuite proposé au public afin de prolonger la rencontre et partager un moment de convivialité. En amont des concerts, le Rendez-vous des enfants propose des actions culturelles en milieu scolaire. Le Rendez-vous des enfants est une véritable chance que savent saisir les pôles éducatifs du territoire, car les élèves peuvent poser toutes leurs questions à de grands musiciens qui se produisent dans le monde entier.

Coût : 20 000 euros par an pour plusieurs villages de Haute-Saône.

Résultats : Fréquentation en hausse constante depuis la première édition (180 spectateurs en 2012, 550 en 2018).



36 | LEVROUX



Initiative : Festiv'arts en Berry

Festiv'art en Berry est un festival pluridisciplinaire dans le nord de l'Indre. Il a pour objet de développer la diffusion culturelle dans des sites patrimoniaux, sans s'enfermer dans un genre particulier et essentiellement dans les territoires ruraux. L'objectif était de donner de la visibilité à un territoire en y créant une marque fédératrice. L'enjeu a été de se former et d'acquérir des compétences en programmation artistique, afin de diffuser une culture de qualité dans les territoires ruraux éloignés des scènes nationales.

Coût : 38 000 euros cette année pour 18 dates

Résultat : en 2013, 63 personnes à la première date ; en 2018 plus de 4000 spectateurs



81 | LACAZE

Initiative : Agora des Hautes Terres d'Oc

Depuis l'origine, le but de la restauration du château de Lacaze est de donner une nouvelle vie à ce bâtiment qui n'était plus qu'une ruine située au centre du village. Ce château dont l'histoire s'inscrit du XIII^e au XVIII^e siècle, rebaptisé «Agora des Hautes Terres d'Oc» est maintenant un outil polyvalent à la disposition de tous les acteurs de la vie civile : collectivités, entreprises, associations, etc. La volonté est d'être un lieu structurant pour une culture de qualité en

milieu rural, d'accompagner le développement touristique, et d'être un point de rencontre pour des séminaires d'entreprises, conférences et autres stages... L'objectif était de ne pas transformer ce château en une «coquille vide» ou un musée de plus mais en faire un centre d'échanges culturels au service de la Montagne tarnaise : une réhabilitation du patrimoine au service du vivant.

Coût : plus de 1 400 000 euros ont été investis dans ce projet.

Résultat : Une programmation qui offre durant 5 à 6 mois par an un éventail riche et varié d'activités culturelles : représentations théâtrales, concerts de musique classique, de chansons françaises, de musique du Monde, de Rock, cinéma, expositions de peinture, sculpture, photographie, conférences, stages culturels (sculpture, peinture, théâtre, etc.) et diverses autres manifestations. Un public varié, venant à la fois de Lacaze, du territoire de la Montagne du Tarn, du reste du département, mais aussi de Toulouse, Montpellier et de bien d'autres horizons.



87 | VICQ-SUR-BREUIL

Initiative : Création d'un musée d'Art Naïf, d'Art Brut et de Pratiques singulières

Transformation d'un ancien presbytère en espace culturel incluant agence postale et médiathèque. Ce pôle culturel a permis en rebond la création d'une épicerie-bar-pressé. Le presbytère était au centre du village et menaçait ruine. Les finances municipales ne permettaient pas de le restaurer, mais grâce à divers partenaires, le lieu est devenu un pôle d'attractivité de la commune.

Coût : 1 400 000 euros

Résultat : Entre 9 et 10 000 visiteurs payants/an



07 | SAINT MAURICE D'IBIE

Initiative : Sauvegarde et restauration de l'église romane du village

L'objectif était de sauver de l'effondrement l'église romane du village et de restaurer ce monument historique, en le mettant en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite afin de pouvoir ensuite utiliser le lieu pour des concerts de musiques classiques car l'acoustique de cette église est de grande qualité.

Coût : 268 000 euros

Résultat : Ce projet collectif et humain a obtenu le Prix Aurhalpin du patrimoine 2016 et les Rubans du patrimoine - prix régional - 2016. ■